

Violences anti-genre et procès d'ensauvagement

AVANT-PROPOS

En juillet 2013, le corps sans vie d'un jeune journaliste fut retrouvé dans son domicile d'un quartier de Yaoundé. Le jeune homme avait été vraisemblablement assassiné d'une manière qui ne laisse pas de doute sur la colère de ses assaillants, puisque celui-ci fut repassé au fer, qu'il eut les membres brisés, à quoi il faut ajouter des blessures dues aux coups portés par des objets non identifiés. Face à cet acte, il y eut évidemment des condamnations venues du monde entier¹, les autorités publiques camerounaises ordonnèrent une enquête.

Les organisations des droits de l'homme y virent une entorse grave aux droits fondamentaux des homosexuels camerounais car il se trouve que le jeune journaliste était homosexuel et qu'il militait pour ses pairs en contribuant par des posts à un blog d'activistes des droits des homosexuels établi aux États-Unis, et en menant des activités comme membre d'une association de lutte contre le sida active auprès des personnes ayant des rapports homosexuels à Yaoundé².

Pour une partie de la population, poussée par quelques pseudo-journalistes, ce jeune l'avait bien mérité. Ces réactions se retrouvaient surtout dans les réseaux sociaux où certaines personnes crurent bon déployer leur frustration face à la pluralité chaotique que vivent les Camerounais, à ce qu'ils perçoivent

- 1 Le concept de « procès d'ensauvagement » fait référence à l'épilogue d'A. Mbembe, *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique en Afrique contemporaine*, Paris, Karthala, 2005, p. 269-271.
- 2 Voir Human Rights Watch, « Cameroon : LGBTI rights activist found dead, tortured ». En ligne : [<http://www.hrw.org/news/2013/07/16/cameroon-lgbti-rights-activist-found-dead-tortured>], consulté le 19 juillet 2017.

comme une mise sous agenda public injustifiée de l'homosexualité, et au-delà des revendications liées au genre que les autorités religieuses s'efforcent à combattre de façon violente depuis 2009 et de la marche « contre l'avortement et l'homosexualité » organisée par le cardinal catholique Christian Tumi (voir chapitre 3). On pouvait par exemple lire que « le Cameroun avait bien plus de choses importantes à faire que de s'occuper d'un jeune qui avait choisi la perversion » ; mais aussi « que ce n'est pas parce qu'un pédé est mort qu'on va embêter le peuple qui a faim et manque d'électricité ». Un de mes « amis Facebook » souligna sur sa page que « ce jeune l'avait bien mérité », que cela « en fait un de moins » et que « c'était mieux ainsi ». Ces réactions de certains de mes « amis Facebook » m'étaient parvenues malgré ma mise en garde contre des propos homophobes, en ces circonstances où il me semblait que face à la violence des faits, même les plus homophobes devaient observer un devoir de réserve. Pour intimider les amis du jeune journaliste qui ont trouvé le corps et alerté les autorités policières, certains ont été placés en garde à vue et menacés. D'autres qui ont fait circuler l'information dans les réseaux de l'activisme international ont été priés de se taire et de cesser d'« humilier » ainsi le Cameroun par des informations dites erronées qui seraient envoyées aux médias internationaux. Cet événement ressemble à bien d'autres que j'ai observés et auxquels parfois j'ai assisté pendant mon enquête auprès des communautés homosexuelles camerounaises entre décembre 2007 et janvier 2012. Intégrant généralement des réseaux associatifs dans les villes de Yaoundé et Douala mais aussi dans les communautés africaines recomposées de Paris, on m'a rapporté de nombreuses situations, et j'ai parfois été témoin de faits dont les circonstances se rapprochaient de cette affaire même si – heureusement – tous ne finissent pas souvent par un meurtre.

L'épisode lié au décès du jeune journaliste exemplifie de façon banale les ingrédients des situations dans lesquelles se retrouvent les personnes qui ont des pratiques homoérotiques, ou qui sont soupçonnées d'homosexualité au Cameroun et dans bien des pays africains aujourd'hui, dès lors qu'elles doivent se confronter à l'opinion médiatique et aux autorités publiques : indifférence face à la violence à laquelle elles sont confrontées (même si la violence peut être endémique dans certains contextes et concerner au quotidien bien des couches dominées de la population, le meurtre d'un jeune homosexuel ne semblant déranger personne, bien au contraire) ; harcèlement et répression des policiers (des amis et camarades activistes du défunt sont placés en garde à vue ou menacés de l'être sans aucune justification) ; analyse partisane d'une majorité de médias privés qui distille des propos haineux sans condamnation de la part des autorités publiques (un certain nombre de médias privés avait choisi de souligner l'interdiction de l'homosexualité plutôt que de condamner

l'acte d'assassinat) ; l'injustice banalisée (dans la mesure où les enquêtes sont demeurées sans suite, même si on peut souligner que cela n'est pas propre aux affaires concernant l'homosexualité). Une telle affaire est, au fond, devenue banale dans ce pays. Elle occupera le haut de l'actualité quelques semaines avant de laisser place à une affaire de corruption ou n'importe quel autre fait divers concernant un enfant volé dans un hôpital public ou même la menace terroriste. Ce serait une affaire de plus pour moi aussi, à consigner parmi les faits concernant l'un de mes terrains de recherche, si je n'avais connu personnellement ce jeune homme. Je l'avais en effet rencontré à Yaoundé en mai 2012 au cours d'une formation sur la « prévention combinée du VIH-sida auprès des populations clés dont les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes ». Il faisait partie du groupe de jeunes associatifs bénéficiaires de la formation du Réseau africain des formations sur le sida (RAF/VIH), moi j'en étais un facilitateur et un enseignant. Ce jeune journaliste m'avait interrogé à la fin de la formation, et cette interview fut publiée sur le blog auquel il contribuait, puis reprise dans un ouvrage collectif aux États-Unis qui compilaient les articles les plus consultés du blog depuis sa création³. Un événement d'une telle gravité ne semblait pas indigner grand monde, l'homosexualité du jeune homme révoltant plus une partie de l'opinion médiatique, qui ignorait la sauvagerie de cet assassinat. L'indifférence autour de la mort brutale du jeune homme en dit long sur l'état d'une société qui semble perdre de vue le sens de l'humain et sur le projet de sa communauté qui est de préserver la vie, quelle que soit sa différence. Une partie essentielle du débat dans ce pays et dans le reste du continent souligne l'« immoralité » de l'homosexualité comme problème de fond. Cependant, on élude dans les débats locaux la violence et la brutalité que permettent de banaliser certains actes anti-homosexuels. Il faut pourtant souligner leurs effets sur la société.

Dans sa dénonciation des conséquences auxquelles a donné lieu la domination coloniale, Césaire a élaboré une théorie de la violence qui place en son centre un concept singulier qui est celui de l'« ensauvagement »⁴. Son « discours sur le colonialisme » souligne d'abord l'analogie qui existe entre le nazisme et la colonisation. Le lien entre ces deux manifestations, parmi les plus abominables dans l'histoire du monde, tient selon l'auteur en ce que les Européens – colonisateurs de l'Afrique – furent eux-mêmes des victimes d'une forme de violence proche de la part des nazis. Cependant, tout en ayant refusé cette violence, ils la reproduiront sur les Africains. Le déchaînement de

3 Voir C. Stewart éd., *From wrong to gay rights. Cruelty and Change for LGBT people in an uncertain world*, Laguna Niguel, Calif., Haddiwiggle Publishing Company, 2013.

4 A. Césaire, *Discours sur le colonialisme*, Paris, Présence Africaine, 2004.

cette brutalité coloniale, selon Césaire, « décivilise » le colonisateur lui-même en installant une forme de « relativisme moral » dès lors qu'elle s'exerce sur l'« Autre » non Européen. Césaire montre à propos de la colonisation que la complaisance des Européens à son égard a conduit à une « régression universelle ». Les mots sont forts de la part du père de la négritude : « une gangrène s'installe », « un foyer d'infection s'étend », « un poison instillé dans les veines de l'Europe », autant de choses qui mènent « au progrès lent mais sûr, de l'ensauvagement du continent ». Césaire, par le concept d'*ensauvagement*, souligne en dernier ressort que celui qui voit l'« Autre » en « bête » pour mieux le violenter et l'asservir – comme cela est le cas pour des milliers d'homosexuels revêtus du visage de la « bête » – celui-là même devient une « bête ».

Un tel *procès d'ensauvagement* guette le contexte camerounais en particulier et celui d'un nombre préoccupant de pays africains, eu égard à la complaisance et à l'indifférence avec lesquelles ils réagissent au surgissement des actes anti-homosexuels et anti-genre. Il serait utile d'étudier, comme le fit Césaire de la colonisation en son temps, comment ce que les juristes nomment l'homophobie⁵ – cette haine et ce rejet de l'autre au motif de son orientation homosexuelle – travaille les contextes africains d'aujourd'hui, comment elle dégrade l'Africain, le réveille aux instincts enfouis, à la violence, à la haine raciale, au relativisme moral, au meurtre ; autant d'actes d'*ensauvagement* cités par Césaire. Car chaque fois que l'on accepte que soit supplicié un homme pour son homosexualité supposée ou avérée, chaque fois que les bastonnades à répétition touchent un homosexuel ou une lesbienne, qu'il ou elle est forcé.e de fuir sa maison, d'abandonner sa famille, de quitter son pays, c'est un peu de notre humanité qui est perdue. Chaque fois qu'arrivent ces faits et qu'on les accepte, nous nous rendons complices de cet *ensauvagement* et responsable de ce décompte macabre.

L'*ensauvagement* est un concept complexe mais utile que l'on peut mieux saisir en suivant un autre auteur, Achille Mbembe⁶, qui dans ses analyses le situe dans la tension qui existe entre la construction des nations, l'éthique de la différence qu'implique cette construction d'une part, et, d'autre part, le principe de la pleine citoyenneté et de la liberté pour tous. La violence que font subir certains Africains aux homosexuels et aux autres minorités genrées et les tentatives de résistance des groupes concernés par cette brutalité posent en effet la question de la différence et de son acceptation dans les situations

5 D. Borrillo, *Le droit des sexualités*, Paris, Presses universitaires de France, 2009.

6 A. Mbembe, *Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée*, Paris, La Découverte, 2010.

contemporaines africaines saisies à travers le débat démocratique⁷. Dans ces contextes, s'établit au quotidien une filiation réelle entre les processus d'exclusion ethnique et ceux d'exclusion des minorités sexuelles⁸. L'ensauvagement de la société par l'homophobie n'est ici en réalité qu'une figure de la gestion violente de la différence telle qu'elle est souvent manifestée dans beaucoup de cas africains. La violence homophobe et la violence ethnique peuvent alors arborer le même visage. De fait, c'est la même énergie qui semble alimenter les pulsions et instincts les plus enfouis qui resurgissent dès lors qu'on parle d'homosexualité et d'inégalités de genre (voir par exemple les tensions suscitées par les changements des codes de la femme et de la famille dans plusieurs pays africains au tournant des années 2000), les mêmes dispositions défaits de toute rationalité, que l'on observe souvent dès que se posent publiquement les débats ethniques⁹. Comme on le verra dans le premier chapitre de cet ouvrage, c'est la passion qui motive la cabale anti-homosexuelle orchestrée par la presse privée camerounaise, par exemple, en début d'année 2006.

Pour une partie de cette presse, l'homosexuel est posé en *figure de l'altérité radicale*. Son nom est frappé du sceau de l'étranger et du hors-monde africain. Sur le plan politique contemporain, il rappelle d'une part l'impérialisme occidental et ses nouveaux styles de vie ; et, d'autre part, sa prétention à imposer son idée du libéralisme. Sur le versant de l'historicité propre au Cameroun, il est pour un grand nombre un avatar du pouvoir longtemps privilège des seuls puissants, et comme tel, il rappelle une figure primordiale de la domination du genre indifférencié, une forme sublime de l'assujettissement à un pouvoir

- 7 Voir aussi M. Epprecht, *Sexuality and social justice in Africa. Rethinking homophobia and forging resistance*, Londres et New York, ZedBooks, 2013. La question n'est du reste pas qu'africaine au regard de l'actualité des luttes sexuelles dans le monde. Lire à ce propos, le n° 49 de *Raisons politiques* « Nationalismes sexuels », coordonné par A. Journait, E. Marteu et A. Le Renard, février 2013.
- 8 Pour un point sur les études analysant cette filiation entre la racialisation et l'homosexualité, voir S. Dudink, « Les nationalismes sexuels et l'histoire raciale de l'homosexualité », *Raisons politiques*, n° 49, 2013, p. 43-54. Voir également pour le cas américain, S. Somerville, *Queering the color line. Race and the invention of homosexuality in American culture*, Durham et Londres, Duke University Press, 2000. Pour le cas précis du système colonial et de l'Afrique notamment australe, M. Epprecht, *Hungochani : The history of a dissident sexuality in southern Africa*, Montréal, McGill et Queen's University Press, 2004.
- 9 Il ne s'agit cependant pas de dire que cette gestion de l'homosexualité est le fait exclusif des Africains. La déferlante du discours de haine lors des marches contre le « mariage pour tous » en France et les formes d'opposition aux unions homosexuelles dans certains États des États-Unis sont du même ordre que ce qui se joue derrière les mobilisations anti-homosexuelles en Afrique. La différence se situant juste dans l'antériorité des débats et dans les évolutions lentes mais sûres que cette antériorité implique dans les espaces où ces débats se sont posés.

tellement insaisissable qu'elle est décrite sous des traits occultes¹⁰. Face à cette figure de l'altérité radicale que représente l'homosexuel ou celui qui est perçu comme tel, est donc opposée une violence sans fondement émancipateur¹¹. C'est une forme de violence dont la finalité est instinctive, seule compte la conservation d'un territoire d'intimité symbolique ; l'homosexuel étant revêtu du visage de la « bête » contre laquelle il faut se défendre. Or Mbembe souligne dans l'analyse qu'il fait du déploiement des nations décolonisées, qu'en matière de liberté et de démocratie, il n'y a que des ayants droit.

L'une des questions que se posent donc constamment les personnes persécutées pour leur homosexualité – persécution dont elles font l'objet au quotidien dans leur interaction avec la société depuis le tournant des années 2000 – est de savoir comment devenir des « ayants droit » de la liberté et de la démocratie dans cette société où s'organisent à leur encontre des politiques de rejet totales ? Même si le projet démocratique ne bénéficie pas déjà à une majorité de personnes sur le continent africain, la restriction de la liberté des homosexuels inscrite dans les lois de trente-huit États sur les cinquante-cinq du continent souligne la brutalité de leur quotidien. Ces lois travaillent à la façon d'un dispositif d'*apartheid* qui s'inscrit dans le corps et l'âme des personnes de deux manières : d'une part, les homosexuels savent ce qu'ils représentent aux yeux de la société (« une chose interdite »). D'autre part, ils incorporent l'horizon indépassable de cette interdiction (« impossibilité de devenir qui ils sont »). Cette double dialectique de la prohibition et du confinement ordonne la vie psychique des personnes qu'il m'a été donné de rencontrer tout au long de mon enquête. De toutes les expériences qui m'ont été rapportées, de toutes les trajectoires d'informateurs que j'ai suivies pendant les cinq dernières années dans plusieurs pays du continent africain et dans le contexte migratoire français, l'alignement aux politiques de confinement des homosexuels est, pour ces derniers, la chose la plus partagée. Cet alignement aux politiques de confinement permet aux personnes de s'assurer les conditions d'une survie. L'incorporation de la discrimination, de la stigmatisation et du secret comme conditions de la participation à la société, tel est le quotidien d'une majorité de personnes. Dans des contextes africains où l'État de droit peine à s'implanter, mais où une large majorité s'éveille à

10 Voir P. Awondo, « Médias, politique et homosexualité au Cameroun, retour sur la construction d'une controverse », *Politique africaine*, n° 126, 2012, p. 69-85 ; mais aussi A. Mbembe, « Le potentat sexuel : à propos de la fellation, de la sodomie et autres privautés postcoloniales », *Le Messager*, 13 février 2006.

11 Par opposition à la « violence libératrice » dont parlait Fanon, vue comme seul moyen d'échapper à la soumission coloniale. Sur ce point, F. Fanon, « Pourquoi nous employons la violence », *Œuvres*, Paris, La Découverte, 2011, p. 413-418.

la réalisation de soi au travers de ce projet, l'expérience vécue des personnes homosexuelles participe d'une double peine. D'une part, ils sont les sujets d'une démocratie de façade au sein de laquelle la liberté est au demeurant une quête permanente et une épreuve pour tous ; d'autre part, ils sont aux yeux d'une majorité, les boucs émissaires qui permettent d'exorciser une part de la frustration quotidienne face à la pluralité chaotique.

Si le projet démocratique est partagé par la majorité dans la quasi-totalité des pays africains, il semble urgent de s'interroger sur une telle concession faite à son dessein. On ne peut prétendre construire des sociétés justes tout en laissant un vide philosophique autour de la distribution de la violence. L'*exorcisme politique* dont sont victimes les homosexuels et les autres minorités genrées, cette pratique par laquelle une majorité de la population africaine tente de se libérer de l'emprise du mal (impérialiste notamment, mais aussi des démons d'un pouvoir liberticide), dans une sorte de purge publique où les dominants et les dominés s'accordent – où riches et pauvres parlent d'une même voix, où les clivages communautaires et ethniques s'effacent, où hommes et femmes s'attellent à la même chose, donnant l'illusion d'une unité – cette pratique disons-nous n'est certainement pas la bonne réponse. Cet *exorcisme politique* qu'il faut attribuer à une dérive du nationalisme culturel sur le continent noir doit être interrogé.

En ouvrant ce livre par cette réflexion, mon propos n'est pas de livrer un témoignage de plus. Les militants et les défenseurs des droits de l'homme en ont donnés. Des personnalités publiques du monde entier en ont proposés. Certains ont été publiés sous la forme de nouvelles, telle la touchante révélation de l'écrivain Kenyan Binyavanga Wainaina. En janvier 2014 dans une nouvelle présentée comme un « chapitre perdu » de son texte de 2011¹², l'auteur kenyan réagit à la poussée des lois homophobes au Nigéria et en Ouganda, le pays de sa mère. À 40 ans révolus, l'auteur, consacré par le prestigieux *Caine Prize for African writer* de *Vanity Fair* et *New York Times* en 2002, murmure à l'oreille du monde qu'il est homosexuel et rapporte comment il a vécu dans le secret pendant de longues années. Wainaina imagine un scénario dans lequel il annonce à sa mère mourante (mais en réalité décédée treize ans plus tôt, sans qu'il n'ait pu le lui dire) qu'il est homosexuel. « I am gay mum » va provoquer beaucoup de réactions. Dans une interview accordée au journal en ligne *theguardian.com*, Wainaina explique sa décision d'annoncer son homosexualité par le décès d'un de ses jeunes amis, lui-même homosexuel et infecté par le virus du sida. Pour l'écrivain, c'est une « mort honteuse » dans la mesure où ce jeune, très actif dans une organisation qui

12 Sa nouvelle, *One day i will write about this place*, a été publiée en 2011 chez Grawolf Press.

fait de la prévention du sida, n'a jamais révélé son homosexualité ni sa maladie à ses proches. La révolte provoquée par cette mort précoce s'est conjuguée à l'actualité du début d'année 2014 au Nigeria et en Ouganda, pays qui ont renforcé leurs dispositifs légaux contre l'homosexualité. Il était donc temps pour lui, souligne-t-il, de prendre la parole sur cet enjeu crucial. Wainana dénonce l'hypocrisie des pays africains, leur rejet de la diversité et le sort fait aux homosexuels surtout quand ils sont pauvres et peu éduqués.

Mon propos tout au long de cet ouvrage sera différent. À la façon d'un Didier Fassin analysant la police des quartiers en France¹³, dans la manière dont elle traite les jeunes de banlieues, il s'agit moins de s'indigner une fois de plus que d'apporter une intelligibilité aux récentes manifestations de l'homophobie dans la société camerounaise et plus largement sur le continent africain. Je chercherai d'abord à comprendre comment l'homosexualité est devenue une question publique, en analysant le rôle central qu'a joué la politisation de l'enjeu, c'est-à-dire la manière dont l'homosexualité est devenue une question politique, renforçant par là même sa dimension de conflit et son coefficient de violence. Depuis une décennie, les actualités se succèdent sans qu'on ne prenne le temps de vraiment les analyser. C'est à décrire, après une enquête au long cours, les situations ordinaires dont on rapporte des silhouettes déformées que ce projet tente de répondre. Il s'agit d'ouvrir une autre fenêtre sur l'actualité de l'homosexualité, au-delà des chroniques de la sexualité qui leur sont livrées. Il s'agit d'amener à comprendre pourquoi l'homosexualité en vient à représenter ce qu'elle représente en situant ce questionnement dans le processus de transformation des sociétés africaines. J'espère que ce travail apportera quelque lumière sur la situation contemporaine et participera à ce débat ; mais je reste lucide sur ses limites. Il n'a pas de vocation totalisante en lien avec les autres situations africaines, malgré les va-et-vient entre plusieurs pays. Il reste lié intimement au terrain camerounais et entre en dialogue avec d'autres terrains, notamment les lieux de l'exil comme la France.

13 D. Fassin, *La force de l'ordre. Une anthropologie politique de la police des quartiers*, Paris, Seuil, 2011.